

Décembre 2023

Partage international n° 424 - Décembre 2023

Comme nous le savons tous, l'État de droit est essentiel à la survie de toute civilisation ; il est vital dans les relations internationales. Le respect et l'application de tous les traités, conventions et normes internationales que le monde s'est donnés comme obligations fondamentales garantissent la justice pour tous et rendent possibles la confiance et la paix.

Ce qui se passe lorsque ce cadre s'effondre ou est bafoué est bien connu. L'histoire est jonchée des cicatrices dues à l'effondrement de l'État de droit et des normes fondamentales selon lesquelles nous vivons et nous conduisons pour assurer la sécurité, la pérennité et l'épanouissement de tous. Avons-nous oublié même notre histoire relativement récente, lorsque nous étions tous d'accord pour affirmer notre espoir : « *plus jamais ça* » ?

Le problème de l'histoire est qu'elle est une mémoire donc subjective. Au lieu de prendre en compte les intérêts de la collectivité - de l'ensemble de l'humanité - on se voile la face sur les injustices commises envers autrui tout en réclamant le droit de se venger, car l'histoire de chacun est avant tout celle de ses souffrances. Ainsi, l'effroyable litanie de la douleur infligée et des blessures ravivées, des accusations réciproques entraîne de plus en plus de gens dans le borbier de la brutalité.

Le bon sens doit prévaloir

Il semble insensé de perdre du temps à se battre pour comparer les crimes, les torts et les souffrances - je te donne mon holocauste et tu me donnes ta *nakba*. Pourquoi ne pas rechercher la parité en matière de justice et de réparations comme point de départ des négociations ? Quand et comment cela se terminera-t-il ? Le monde doit-il continuer à osciller entre la culpabilité et la vengeance et, ce faisant, créer l'occasion idéale pour quelques milliardaires de gagner plus d'argent grâce aux ventes d'armes, de réaliser des gains géopolitiques, de s'étendre et de

s'agrandir ? Une culpabilité inutile mais bien inculquée nous a tenus en otage pendant trop longtemps ; elle nous a rendus aveugles à la terrible réalité actuelle.

Les négociations doivent avoir lieu, le bon sens doit prévaloir si l'on veut que le monde ait un avenir. Cela s'applique à toutes les régions de notre planète déchirées par la guerre - au Soudan, au Yémen, en Ukraine et dans le conflit israélo-palestinien. Cependant, les réparations d'après-guerre doivent permettre de reconnaître que le combat n'a jamais été égal. Les faux récits sont ancrés dans le tissu de la politique moderne ; la simple vérité de décennies d'absence de justice pour les Palestiniens dépossédés et l'absence conséquente d'une sécurité fondée sur le droit en Israël n'ont pas encore été reconnues par les dirigeants du monde, qui semblent avoir perdu leur boussole morale et leur humanité. Comment peuvent-ils se tenir à l'écart sans devenir complices de cet anéantissement répugnant et brutal ? Nous assistons à un génocide pur et simple, à une épuration ethnique évidente, très certainement à des crimes de guerre et à des crimes contre l'humanité. Des centaines de milliers de personnes paient la perte de leur pays, des dizaines de milliers perdent la vie. Nous savons que c'est le peuple qui conduira ses dirigeants vers une société nouvelle et juste. Si nous restons silencieux, nous perdrons notre humanité.

Pouvons-nous ne pas réagir alors que ce ne sont pas seulement les vies et le pays de tout un peuple qui sont en jeu, mais notre humanité à tous ? Il s'agit d'une attaque contre notre essence - notre humanité. Nos esprits et nos cœurs sont en danger. Cette période de notre histoire un moment charnière. Si nous ne pouvons pas, en ces temps inhumains, trouver le courage d'exiger un cessez-le-feu, la justice et la fin du massacre, alors que nous devons nous résigner à de nouvelles tragédies et à une bataille encore plus terrible contre cette force déshumanisante. Et pas seulement au Moyen-Orient. Il n'existe aucun pays de notre planète où tous les citoyens vivent heureux, en bonne santé, à l'aise, en sécurité, éduqués et créatifs dans un environnement naturel propre et florissant. Nous savons que nous avons besoin d'une meilleure gouvernance et de meilleures politiques pour protéger les populations et la planète ; nous avons besoin d'une véritable justice pour tous, de nouvelles normes, d'une définition plus claire d'une société civilisée.

Dans ce numéro, nous avons intégré un certain nombre d'articles du Maître de Benjamin Creme, des réponses à des questions pertinentes fournies par B. Creme, et des articles qui révèlent des informations pouvant nous engager dans un processus de vérité et de réconciliation, de réparation et dans un immense effort collectif pour reconstruire, redéfinir et nous réorienter vers la raison et assurer un avenir pour la Terre.

Comme l'a dicté le Maître de B. Creme dans *L'humanité face à un choix historique* : « *Le moment est venu pour les hommes de faire le plus grand choix de leur histoire. Ils vont bientôt se rendre compte qu'il leur faut prendre une décision capitale, déterminante pour l'avenir [...], et dont dépend la survie même de toutes les créatures. Ils vont devoir choisir entre la poursuite de leur aventure sur la*

Terre dans une créativité toujours plus féconde, et l'anéantissement de toute vie, dans la dévastation de notre demeure planétaire. [...] Seuls le partage et la justice apporteront aux hommes cette paix, à laquelle tous aspirent au plus profond de leur cœur. Ce que nous préconisons est si simple ! Pourtant, jusqu'à présent l'humanité a bien du mal à le comprendre. Les hommes jouissent d'un libre arbitre divin, et sont les maîtres de leur destin. Notre conseil : qu'ils prennent le chemin du partage et de la justice, ces habits de la fraternité sans lesquels un homme n'est pas pleinement un homme. » (PI, mars 2013)

Thématiques : [Editorial](#)

Rubrique : [Ce mois-ci dans Partage international](#) ()